

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 948

**10 DÉCEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant exécution du décret du 11 septembre 1985
organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la Directive 85/337 du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1985, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 17 juillet 1986;

Considérant qu'il a lieu sans délai d'approuver l'arrêté d'exécution du décret, afin de soumettre, pour le 24 janvier 1988 au plus tard, ainsi que le prévoit l'article 22 du décret, les projets visés à l'annexe I du décret;

Considérant l'incidence prévisible sur l'environnement de projets actuellement en cours d'élaboration;

Considérant la nécessité de prévoir les modalités d'évaluation de cette incidence;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne et après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Le décret : le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

2^o Maître de l'ouvrage : la personne qui introduit la ou les demande(s) d'autorisation(s) afférente(s) au projet qu'il souhaite réaliser;

3^o Auteur de l'étude : la personne qui réalise une étude d'incidences sur l'environnement;

4^o Autorité compétente : tout organe délibérant ou non, doté ou non de la personnalité juridique, chargé d'une mission de service public et habilité à délivrer une autorisation, en l'occurrence le collège des bourgmestre et échevins, la députation permanente, le Ministre compétent ou l'Exécutif régional;

5^o Le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Environnement dans ses attributions;

6^o Le Ministre compétent : le Ministre de la Région wallonne qui a la matière concernée dans ses attributions;

7^o L'Exécutif : l'Exécutif régional délibérant collégalement;

8^o Le Conseil : le Conseil wallon de l'Environnement.

CHAPITRE II. — Des actes soumis au système d'évaluation des incidences sur l'environnement

Art. 2. § 1^{er}. Est subordonnée à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement, tel que prévu par le décret, toute autorisation requise pour la réalisation d'un projet repris à l'annexe I du décret.

§ 2. En outre, les actes administratifs suivants sont subordonnés à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement prévu par le décret :

1. Les projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive;

2. Les installations destinées à la production, à l'enrichissement ou au retraitement de combustibles nucléaires;

3. Les installations pour la collecte et le traitement de déchets radioactifs, autres que celles prévues à l'annexe I;

4. Les permis de bâtir, prévus aux articles 41 et 45 du Code wallon de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, pour les aérodromes dont les pistes dépassent 1 200 mètres, les barrages et autres installations destinés à retenir les eaux ou à les stocker d'une manière durable;

5. Les permis de bâtir ou de lotir, prévus aux articles 94, 94 bis, 119 et 119 bis du Code wallon de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire pour les villages de vacances et les parcs résidentiels de week-end;

6. Les autorisations relatives aux circuits ou terrains utilisés de façon permanente pour l'organisation de courses, d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs, visés par l'arrêté royal du 10 juin 1976, ainsi que les dancings situés à moins de 300 mètres d'une zone d'habitat.

CHAPITRE III

Des normes d'évaluation et de la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement

Section I^{re}. — Des normes d'évaluation

Art. 3. § 1^{er}. Sur avis du Conseil, l'Exécutif arrête le système de normes d'évaluation permettant de déterminer les cas dans lesquels un projet risque de présenter des incidences importantes sur l'environnement.

L'Exécutif ne peut s'écarter de l'avis du Conseil que par décision motivée.

§ 2. Tant que le système de normes d'évaluation prévu au paragraphe précédent n'est pas d'application, les dispositions du § 2 de l'article 2 tiennent lieu de système de normes d'évaluation.

Art. 4. Lorsqu'il ressort de la notice d'évaluation préalable que le projet n'est pas visé par les dispositions de l'article 2, l'autorité compétente est tenue de dispenser le projet du reste de la procédure d'évaluation.

Section II. — De la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement

Art. 5. § 1er. La notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement comporte au minimum les indications suivantes :

- 1° une note relative à la localisation du site et de ses abords, avant le projet, en ce compris :
 - a) un plan de situation du site dans sa région, en ce compris notamment, la situation juridique et réglementaire du site et de son environnement, définie par les plans d'aménagement du territoire et par les arrêtés de protection de milieux déterminés;
 - b) un plan de situation permettant d'appréhender l'implantation, la nature et l'affectation de l'environnement immédiat du site;
- 2° une note décrivant le projet et permettant à l'autorité compétente de situer celui-ci par rapport aux normes visées à l'article 3;
- 3° une analyse des effets prévisibles du projet sur l'environnement et des mesures essentielles envisagées pour supprimer ou atténuer les éventuels inconvénients du projet pour l'environnement.

En ce qui concerne la pièce visée à l'alinéa 1er, 3°, le demandeur en autorisation veille à prendre en considération les préoccupations indiquées à l'article 2 du décret.

§ 2. Sur avis du Conseil, l'Exécutif peut préciser le contenu de la notice d'évaluation préalable.

§ 3. La notice d'évaluation préalable ne s'impose que pour les projets repris à l'article 2 du présent arrêté.

Section III. — Du contenu de l'étude d'incidences

Art. 6. Sur avis du Conseil, l'Exécutif peut adopter des normes établissant le contenu des études d'incidences et les modalités de leur réalisation.

CHAPITRE IV. — De l'agrément et de la récusation des auteurs des études d'incidences*Section Ire. — De l'agrément et du retrait d'agrément*

Art. 7. § 1er. Toute personne physique ou morale peut introduire une demande d'agrément pour être chargée d'effectuer des études d'incidences sur l'environnement. La demande est adressée au Ministre.

§ 2. La demande comporte les éléments suivants :

- 1° les nom et adresse du demandeur;
- 2° une copie des statuts et la liste des administrateurs s'il s'agit d'une société ou d'une association;
- 3° les titres, qualifications et références du demandeur et de ses collaborateurs éventuels;
- 4° les compétences techniques dont le demandeur dispose et qui doivent permettre au Ministre d'évaluer les domaines pour lesquels le demandeur est susceptible de réaliser des études d'incidences.

§ 3. La demande est accompagnée d'un document analysant les incidences sur l'environnement, d'un projet, d'une opération ou d'une activité de nature à modifier l'environnement, ainsi que de tous autres éléments permettant d'établir que le demandeur est apte à effectuer une étude d'incidences sur l'environnement.

§ 4. Sur proposition du Conseil, l'Exécutif peut déterminer les indications complémentaires requises.

Art. 8. Dans les cinq jours de la réception de la demande d'agrément, le Ministre adresse au demandeur, par pli recommandé à la poste, un accusé de réception.

Dans le même délai, il adresse copie de la demande et du document visé à l'article 7, § 3, au Conseil.

Art. 9. Le Conseil transmet au Ministre son avis sur la demande d'agrément, dans les trente jours de la réception du dossier. S'il ne donne pas d'avis dans ce délai, son avis est réputé favorable. Ce délai est porté à soixante jours lorsque le Conseil reçoit la demande d'agrément pendant les mois de juillet et d'août.

Art. 10. L'Exécutif statue sur la demande d'agrément, par une décision motivée, dans les trente jours de la réception de l'avis du Conseil ou de l'expiration du délai fixé à l'article précédent, si le Conseil ne lui transmet pas d'avis en temps utile. Ce délai est porté à soixante jours lorsque l'avis du Conseil est reçu pendant les mois de juillet et d'août, ou lorsque le délai fixé à l'article précédent expire en juillet ou en août.

La décision d'agrément est publiée, par extraits, au *Moniteur belge*.

Art. 11. La décision d'agrément fixe les conditions auxquelles celui-ci est accordé, les domaines pour lesquels il est accordé, ainsi que le délai d'agrément, qui ne peut excéder cinq ans.

En cas de modification d'un des éléments visés à l'article 3, § 2, une société ou une association agréée en avertit immédiatement le Ministre.

En cas de demande de renouvellement d'agrément, le demandeur est dispensé de joindre le document visé à l'article 7, § 3.

Art. 12. § 1er. Lorsqu'il constate, dans une décision dûment motivée, la qualité manifestement médiocre d'une étude d'incidences, le Ministre adresse notification de cette décision à l'intéressé.

Si une étude ultérieure apparaît encore de qualité manifestement médiocre, l'Exécutif, sur proposition du Ministre, procède au retrait, temporaire ou définitif, de l'agrément, par une décision dûment motivée.

Le Ministre consulte le Conseil avant de prendre toute décision constatant la qualité manifestement médiocre d'une étude. Le Conseil se prononce dans le délai et aux conditions visées à l'article 7.

Le Ministre et le Conseil entendent l'auteur de l'étude, avant toute décision de retrait de l'agrément.

§ 2. Le Ministre peut procéder au retrait, temporaire ou définitif de l'agrément, par une décision dûment motivée, lorsque l'intéressé ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées en vertu du décret, du présent arrêté ou de l'acte d'agrément.

Section II. — De la récusation d'une personne agréée

Art. 13. Lorsqu'il choisit une personne agréée pour réaliser l'étude d'incidences sur l'environnement, le maître de l'ouvrage notifie son choix sans délai à l'autorité compétente, au Ministre et au Ministre compétent. Cette notification se fait par lettre recommandée à la poste.

Chacune des autorités visées à l'alinéa 1er peut proposer la récusation de l'auteur de l'étude, aux conditions déterminées dans la présente section.

Art. 14. La récusation d'un auteur d'études peut être demandée si l'intéressé se trouve dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'indépendance de l'exercice de sa mission dans le cas concerné.

Art. 15. La récusation peut être demandée dans les quinze jours de la notification visée à l'article 13.

Elle est signifiée à l'auteur de l'étude et au maître de l'ouvrage par un acte contenant les motifs de récusation. La signification se fait par pli recommandé à la poste.

L'auteur de l'étude est tenu d'apposer, au bas de l'acte de récusation, une déclaration écrite portant, ou son acquiescement à la récusation, ou son refus de se récuser avec ses réponses aux motifs de récusation. Il notifie cette déclaration, par pli recommandé à la poste, dans les huit jours de la réception de l'acte de récusation, à l'autorité compétente, au Ministre, au Ministre compétent et au Maître de l'ouvrage.

Art. 16. Lorsque l'auteur de l'étude refuse la récusation, le récusant doit, dans un délai de huit jours à dater de la réception de la déclaration visée à l'article 15, alinéa 3, saisir l'Exécutif du litige.

Dans les cinq jours de la réception de la demande du récusant, l'Exécutif demande l'avis du Conseil. Celui-ci se prononce dans les quinze jours de la demande d'avis, faute de quoi, celui-ci est réputé défavorable à la récusation.

L'Exécutif statue dans les quarante jours de l'introduction du recours, faute de quoi, il est censé ne pas admettre la récusation. La décision est motivée.

Le récusant, l'auteur de l'étude et le maître de l'ouvrage sont entendus par le Conseil.

Art. 17. Si la récusation d'un auteur d'étude n'est pas admise, l'autorisation ne peut être refusée pour une raison mentionnée parmi les motifs de récusations visés à l'article 14.

CHAPITRE V. — *De la consultation du public préalable à l'étude d'incidences, pour projets envisagés par des personnes de droit public*

Art. 18. Une personne morale de droit public peut être dispensée de la procédure de consultation du public, visée à l'article 12, § 2 du décret, en sollicitant une dérogation auprès du Ministre compétent. La demande de dérogation est signifiée au Ministre compétent, dans le même pli que celui qui contient la notification du choix de l'auteur de l'étude, requise par l'article 13 du présent arrêté.

Le Ministre compétent statue, par une décision motivée sur la demande de dérogation, dans les trente jours à dater de la réception de la demande. Si ce délai est dépassé, la décision est réputée défavorable.

La dérogation ne peut être accordée que si elle est sollicitée par une entreprise publique exerçant son activité en concurrence avec une ou plusieurs personnes de droit privé.

Art. 19. Le maître de l'ouvrage transmet à l'administration communale du lieu où il envisage d'exécuter son projet, copie de sa demande d'autorisation ainsi que de la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement.

Au cas où plusieurs administrations communales seraient concernées, le maître de l'ouvrage transmet les documents à chacune d'entre elles.

Art. 20. Dans les huit jours de la réception des documents visés à l'article précédent, et pendant une durée de trente jours, le Collège des Bourgmestre et Echevins procède à l'affichage d'avis conformes au modèle figurant en annexe 1 du présent arrêté :

- aux endroits habituels d'affichage;
- à quatre endroits proches du lieu où est envisagé le projet, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

Cet affichage est maintenu en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité pendant toute la durée de son exposition.

Art. 21. Pendant trente jours à dater du début de l'affichage visé à l'article précédent, le dossier comportant la demande d'autorisation ainsi que la notice d'évaluation préalable peut être consulté à l'administration communale. Un jour par semaine, le dossier doit pouvoir être consulté jusqu'à vingt heures.

Art. 22. Entre le sixième et le quinzième jour à dater du début de l'affichage visé à l'article 20, le Collège des Bourgmestre et Echevins organise une réunion d'information, à laquelle la population est invitée. Le maître de l'ouvrage, un ou plusieurs représentants du Conseil, un ou plusieurs représentants de l'autorité compétente sont présents à la réunion.

La réunion a pour buts :

- de permettre au maître de l'ouvrage de présenter le projet qu'il souhaite réaliser;
- de permettre à la population de poser des questions, et d'émettre des suggestions, relativement au projet.

Le Bourgmestre ou son remplaçant préside la réunion.

Art. 23. Pendant les trente jours visés à l'article 21 tout intéressé peut adresser ses observations écrites au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Parmi ces observations, peuvent notamment figurer toutes propositions d'alternatives au projet initial, au sens de l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret.

Art. 24. Dans les cinq jours de l'expiration du délai visé à l'article 23, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au maître de l'ouvrage, à l'autorité compétente et au Conseil, les observations écrites qui lui ont été adressées. Il adresse également le procès-verbal de la réunion d'information qu'il a organisée.

Art. 25. Les délais indiqués au présent chapitre sont suspendus en juillet et en août.

CHAPITRE VI.

De l'enquête publique et de la concertation portant sur l'étude d'incidences sur l'environnement

Art. 26. Lorsque l'étude d'incidences sur l'environnement est terminée, le maître de l'ouvrage en adresse un exemplaire à l'autorité compétente.

Dans les cinq jours, l'autorité compétente en accuse réception.

Art. 27. Dès qu'elle reçoit l'étude d'incidences, l'autorité compétente en adresse un exemplaire au Conseil. Celui-ci transmet son avis à l'autorité, dans les quarante-cinq jours de la réception de l'étude.

Lorsqu'elle porte sur un projet dont la réalisation est soumise à autorisation en vertu du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, l'étude d'incidences est également déposée à la Commission consultative d'aménagement du territoire, qui transmet son avis à l'autorité compétente dans les mêmes délais.

Art. 28. § 1er. Dans les huit jours de la réception de l'étude d'incidences, l'autorité compétente procède ou requiert l'autorité communale de procéder sans délai à l'affichage pendant une durée de trente jours d'avis conformes au modèle figurant en annexe 2 :

- aux endroits habituels d'affichage;
- à quatre endroits proches du lieu où est envisagé le projet, le long d'une voie publique carrossable.

Cet affichage est maintenu en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité pendant toute la durée de son exposition.

Lorsque le projet intéresse plusieurs communes, l'affichage doit se faire dans chacune d'elles.

§ 2. Dans les quinze jours de la réception de l'étude d'incidences, l'autorité compétente annonce à deux reprises, dans deux journaux diffusés dans la région, le dépôt de l'étude d'incidences.

L'annonce comporte les indications qui figurent sur le document en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 29. Pendant trente jours à dater du début de l'affichage visé à l'article 28, le dossier comportant les éléments cités à l'article 16 du décret peut être consulté à l'endroit indiqué sur l'avis dont le modèle figure en annexe 2 du présent arrêté. Cet endroit doit être situé dans chacune des communes du lieu où le projet est envisagé. Un jour par semaine, le dossier doit pouvoir être consulté jusqu'à vingt heures.

A chacune des vingt premières demandes écrites qui lui sont adressées, l'autorité compétente est tenue de délivrer, dans les cinq jours, une copie du résumé non technique de l'étude.

Art. 30. Pendant le délai de trente jours fixé à l'article précédent, tout intéressé peut adresser ses réclamations et observations écrites à l'autorité compétente.

Toute réclamation, individuelle ou collective, doit porter le nom, l'adresse et la signature du ou des réclamants.

Art. 31. Pour autant que le nombre de personnes ayant introduit individuellement ou collectivement des réclamations ou observations soit égal ou supérieur à vingt-cinq, l'autorité compétente organise une réunion de concertation, dans les septante-cinq jours à dater du début de l'affichage prévu à l'article 28.

Art. 32. En vue d'organiser la réunion de concertation, l'autorité compétente écrit à chacun des réclamants individuels ou au premier signataire des pétitions collectives, en leur demandant de désigner leurs représentants dans les trente jours. Elle y joint la liste des réclamants. Ceux-ci se choisissent un maximum de neuf représentants, dont ils envoient la liste à l'autorité compétente.

Art. 33. § 1er. La réunion de concertation se compose de trois groupes :

- 1° l'autorité compétente ou ses représentants, ainsi que les représentants des administrations qu'elle invite, le Collège des Bourgmestres et Echevins étant invité de plein droit;
- 2° les représentants des réclamants, ainsi que les experts qu'ils invitent;
- 3° le maître de l'ouvrage et l'auteur de l'étude, ainsi que leurs représentants.

Aucun groupe ne peut être représenté par plus de neuf personnes. En outre, le conseil peut participer à cette réunion en se faisant représenter par un ou deux de ses membres.

§ 2. L'autorité compétente désigne le président de séance.

Art. 34. Toute réunion de concertation se déroule dans chacune des communes du lieu où le projet est envisagé.

Les délais indiqués au présent chapitre sont suspendus en juillet et en août.

L'autorité compétente établit le procès-verbal de la concertation.

CHAPITRE VII. — Du rapport d'incidences sur l'environnement

Art. 35. Dans les trente jours à dater, soit de la fin de l'enquête publique, soit de la réunion de concertation, l'autorité compétente établit un rapport d'incidences.

Ce rapport comporte les principales conclusions de l'étude d'incidences, les principaux résultats de l'enquête publique et le procès-verbal de la concertation.

Il est notifié au maître de l'ouvrage, à l'auteur de l'étude, à l'administration communale et, si l'autorité le juge nécessaire, à chacune des parties représentées à la concertation.

L'administration communale procède sans délai à la publication d'un avis indiquant que le rapport d'incidences peut être consulté à l'endroit qu'elle détermine. Cet avis est affiché aux endroits habituels d'affichage, et à trois endroits proches du lieu où est envisagé le projet, le long d'une voie publique carrossable. Cet affichage est maintenu en parfaites conditions de visibilité et de lisibilité pendant une durée de quinze jours.

CHAPITRE VIII.

Du système unique d'évaluation des incidences, lorsque plusieurs autorisations sont requises

Art. 36. Lorsque, pour un projet déterminé, le maître de l'ouvrage introduit plusieurs demandes d'autorisations relevant de régimes légaux distincts, il peut joindre à ces demandes une même notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement.

La notice unique visée à l'alinéa 1^{er} comporte l'ensemble des indications que doit comporter chacune des notices afférentes aux demandes d'autorisations introduites.

S'il dépose une notice unique, le maître de l'ouvrage l'indique dans chaque demande d'autorisation; à chaque demande, il joint copie des autres demandes.

Art. 37. Chaque autorité compétente décide si, en ce qui la concerne, une étude d'incidences sur l'environnement s'impose; le cas échéant, elle établit, en ce qui la concerne, le contenu et les modalités de l'étude d'incidences.

Si les décisions prises en application de l'alinéa précédent ne sont pas identiques, les exigences posées par les différentes autorités se cumulent.

Art. 38. Le maître d'ouvrage à qui plusieurs autorités compétentes prescrivent l'établissement d'une étude d'incidences, en opère notification au Ministre.

Dans les dix jours ouvrables de la réception de la note du maître de l'ouvrage, le Ministre soumet celle-ci à l'Exécutif qui désigne, parmi les autorités visées à l'alinéa 1^{er}, celle qui, à dater de ce moment, et jusqu'à la notification du rapport d'incidences visé à l'article 35 du présent arrêté, exercera seule les attributions dévolues à l'autorité compétente par le décret ou par le présent arrêté. Cette désignation est notifiée aux autorités concernées et au maître de l'ouvrage.

Cette désignation de l'autorité compétente ne produit toutefois par d'effet pour l'application des articles 22, 24 et 33 du présent arrêté.

Art. 39. Ayant reçu notification de la désignation de l'autorité qui exercera seule les attributions dévolues à l'autorité compétente, le maître de l'ouvrage ne doit faire établir qu'une seule étude d'incidences.

Celle-ci comporte l'ensemble des éléments requis pour chacune des incidences afférentes aux demandes d'autorisation introduites.

Art. 40. Dès l'établissement du rapport d'incidences, l'autorité désignée en vertu de l'article 38 du présent arrêté, transmet aux autres autorités compétentes un exemplaire du dossier visé à l'article 16 du décret, en plus du rapport d'incidences lui-même.

CHAPITRE IX. — De la publicité de la décision d'octroi ou de refus d'autorisation

Art. 41. Lorsqu'un projet a fait l'objet d'une étude d'incidences, l'autorité compétente adresse copie de la décision à l'administration communale du lieu où est envisagé le projet dans les cinq jours de la notification de la décision d'octroi ou de refus de l'autorisation. Au cas où plusieurs administrations communales seraient concernées, chacune d'entre elles reçoit copie de la décision.

Dans les quinze jours de la notification de la décision d'octroi ou de refus de l'autorisation, et pendant une durée de trente jours, l'administration communale procède à l'affichage d'avis conformes au modèle figurant en annexe 3 du présent arrêté, aux endroits et dans les formes prévues à l'article 28, § 1^{er}, alinéas 1 et 2 du présent arrêté.

CHAPITRE X.

De la suspension des délais et des procédures de publicité prévus par d'autres dispositions réglementaires

Art. 42. Sans préjudice des articles 19 et 20 du décret, la réception de la notice d'évaluation par l'autorité compétente suspend les délais légaux et réglementaires qu'imposent d'autres lois, décrets ou arrêtés pour la délivrance d'autorisations, ainsi que la mise en œuvre des dispositions relatives à l'enquête publique et aux mesures particulières de publicité contenues dans d'autres lois, décrets et arrêtés, jusqu'à l'épuisement des procédures prévues par le présent arrêté.

CHAPITRE XI. — Dispositions finales

Art. 43. Le présent arrêté entre en vigueur le 24 janvier 1988.

Art. 44. Les Ministres de la Région wallonne sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun pour ce qui le concerne.

Bruxelles, le 10 décembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,
D. DUCARME

Annexe 1

ETUDE D'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT CONSULTATION DU PUBLIC

Avis à la population

L'administration communale de informe la population que (la personne de droit public) a déposé une demande de à l'endroit suivant en y joignant la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement, prévue par le décret du

Cette demande doit encore faire l'objet d'une étude d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Pour faire en sorte que cette étude prenne en compte les souhaits de la population, quiconque est invité à :

1^o consulter le dossier de demande, y compris la notice d'évaluation,

à l'adresse suivante :

aux heures suivantes :

2^o assister aux réunions d'information organisées par l'administration communale,
à l'adresse suivante :

aux dates et heures suivantes :

3^o introduire par écrit ses propositions d'alternatives au projet du demandeur en les adressant à avant le

Le Bourgmestre.

Le Secrétaire communal.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne,

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,
D. DUCARME

Annexe 2

ETUDE D'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT
ENQUETE PUBLIQUE

Avis à la population

(L'autorité compétente) informe la population que M. qui introduit une demande de à l'endroit suivant : a déposé l'étude d'incidences sur l'environnement que lui impose le décret du

La population est invitée à :

1° consulter le dossier soumis à enquête publique,

à l'adresse suivante :

aux heures suivantes :

2° introduire par écrit ses observations et réclamations, en les adressant à :

avant le

Si le nombre de personnes ayant introduit des observations ou réclamations est égal ou supérieur à 25, une réunion de concertation sera organisée.

Les personnages indiqués à la phrase précédente en seront, le cas échéant, averties.

(L'autorité compétente.)

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne,

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

Annexe 3

ETUDE D'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT
DECISION PRISE

Avis à la population

(L'autorité compétente) informe la population que M. qui introduit une demande de à l'endroit suivant : s'est vu (octroyer) (refuser) l'autorisation, en date du

La population peut consulter la décision prise,

à l'adresse suivante :

aux heures suivantes :

(L'autorité compétente.)

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne,

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 -- 948

10. DEZEMBER 1987. -- Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region

Aufgrund der Richtlinie 85/337 des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 27. Juni 1985 über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen bestimmter öffentlicher und privater Projekte auf die Umwelt;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

Unter Berücksichtigung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichtes über den Zustand der Umwelt in Wallonien;

Aufgrund des am 17. Juli 1986 gegebenen Einverständnisses des Ministers zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

In der Erwägung, dass der Erlass zur Ausführung des Dekrets unverzüglich genehmigt werden soll, damit die in der Anlage I zum Dekret erwähnten Projekte gemäss Artikel 22 des Dekrets spätestens am 24. Januar 1988 unterbreitet werden können;

In Anbetracht der voraussehbaren Ein- und Auswirkungen, die die im Erstellungsstadium befindlichen Projekte auf die Umwelt ausüben können;

In Anbetracht dessen, dass es notwendig ist, die Einzelbedingungen für die Bewertung dieser Ein- und Auswirkungen vorzusehen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aus Vorschlag des Ministers der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region und nachdem hierüber beraten zu haben.

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. -- Begriffsbestimmungen

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Dekret : das Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

2° Bauherr : die Person, die den (die) Genehmigungsantrag (-anträge) in Bezug auf das Projekt, das er zu verwirklichen beabsichtigt, einreicht;

3° Verfasser der Studie : die Person, die eine Studie über die Ein- und Nachwirkungen auf die Umwelt durchführt;

4° zuständige Behörde : jedes beratende oder nicht beratende Organ mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, das mit einer Aufgabe öffentlichen Dienstes beauftragt und zur Erteilung einer Genehmigung ermächtigt worden ist, in diesem Fall das Bürgermeister- und Schöffenkollegium, den Ständigen Ausschuss, den zuständigen Minister oder die Regionalexekutive;

5° Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

6° zuständiger Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die betroffene Angelegenheit gehört;

7° Exekutive : die kollegial beratende Regionalexekutive;

8° Rat : den Wallonischen Rat für die Umwelt

KAPITEL II

Handlungen, die dem System der Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt unterliegen

Art. 2. § 1. Jede Genehmigung, die zwecks Durchführung eines in der Anlage I zum Dekret erwähnten Projekts gefordert wird, unterliegt der Bewerksstellung des Systems von Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, so wie es im Dekret vorgesehen ist.

§ 2. Darüber hinaus unterliegen die nachstehenden Verwaltungshandlungen der Bewerksstellung des Systems der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt :

1. Projekt in Bezug auf die Bestimmung von nicht kultivierbaren Flächen und halbnatürlichen Flächen für den intensiven landwirtschaftlichen Betrieb;

2. Anlagen für die Herstellung, die Anreicherung oder für die Wiederaufbereitung von Atommüll;

3. Anlagen für die Sammlung und die Verarbeitung von radioaktiven Abfällen, die in der Anlage I nicht vorgesehen sind;

4. Die in den Artikeln 41 und 45 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches vorgesehenen Baugenehmigungen in Bezug auf Flugplätze, deren Startbahnen länger als 1 200 Meter sind, auf Stauwehre und andere Anlagen, die dazu bestimmt sind, die Gewässer aufzuhalten oder sie dauerhaft zu speichern;

5. Die in den Artikeln 94, 94 bis, 119 und 119 bis des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches vorgesehenen Bau- oder Erschliessungsgenehmigungen in Bezug auf Feriendörfer und auf Wochenendwohnparks;

6. Die im Königlichen Erlass vom 10. Juni 1976 erwähnten Genehmigungen bezüglich Rennstrecken oder Gelände, die ständig für die Veranstaltung von Wettrennen, von Übungen und Tests von Fahrzeugen benützt werden, sowie in Bezug auf Dancings, die um weniger als 300 Meter von einem Wohngebiet entfernt sind.

KAPITEL III. -- Die Bewertungsnormen und die Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt**Abschnitt I. -- Bewertungsnormen**

Art. 3. § 1. Nach Gutachten des Rates bestimmt die Exekutive das System von Bewertungsnormen, durch das die Fälle, in denen ein Projekt wichtige Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt haben kann, festgelegt werden können.

Die Exekutive darf nur mit begründetem Beschluss vom Gutachten des Rates abweichen.

§ 2. Die Bestimmungen von Artikel 2, § 2, gelten als System von Bewertungsnormen, solange das im vorstehenden Absatz vorgesehene System von Bewertungsnormen nicht angewendet wird.

Art. 4. Geht aus der Notiz über die vorherige Bewertung hervor, dass das Projekt von den Bestimmungen von Artikel 2 nicht berührt wird, so ist die zuständige Behörde verpflichtet, das Projekt vom weiteren Bewertungsverfahren zu befreien.

Abschnitt II. — Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Art. 5. § 1. Die Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt hat wenigstens folgende Angaben zu beinhalten :

1° eine Beschreibung der Lage des Standortes und seiner Umgebung vor dem Projekt, einschliesslich :

a) eines Lageplans des Standortes in seinem Gebiet, einschliesslich u.a., der durch die Raumordnungspläne und die Erlasse über den Schutz bestimmter Lebensräume festgelegten rechtlichen und verordnungsmässigen Lage des Standortes und seiner Umgebung;

b) eines Lageplans zwecks Erfassung der Lage, der Art und der Bestimmung der unmittelbaren Umgebung des Standorts;

2° eine Beschreibung des Projekts, die die zuständige Behörde in der Lage setzt, es gegenüber den in Artikel 3 erwähnten Normen zu erfassen;

3° eine Analyse der voraussehbaren Wirkungen des Projekts auf die Umwelt und der wesentlichen Massnahmen, die zwecks Beseitigung oder Verminderung der etwaigen Nachteile des Projekts für die Umwelt geplant werden.

Was die unter Absatz 1, Punkt 3 erwähnte Unterlage betrifft, hat der Antragsteller einer Genehmigung die in Artikel 2 des Dekrets aufgeführten Zielsetzungen zu berücksichtigen.

§ 2. Nach Stellungnahme des Rates kann die Exekutive den Inhalt der Notiz über die vorherige Bewertung präzisieren.

§ 3. Die Notiz über die vorherige Bewertung ist nur für die in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Projekte erforderlich.

Abschnitt III. — Inhalt der Studie über die Aus- und Nachwirkungen

Art. 6. Nach Gutachten des Rates kann die Exekutive Normen zur Festlegung des Inhalts der Studie, über die Aus- und Nachwirkungen und ihrer Durchführungsmodalitäten erlassen.

KAPITEL IV. — Zulassung und Ablehnung der Verfasser der Studien über die Aus- und Nachwirkungen

Abschnitt I. — Zulassung und Entzug der Zulassung

Art. 7. § 1. Jede natürliche oder juristische Person kann einen Antrag auf Zulassung stellen, um mit Studien über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt beauftragt zu werden. Der Antrag ist dem Minister zuzusenden.

§ 2. Der Antrag muss folgende Angaben beinhalten :

1° den Name und die Adresse des Antragstellers;

2° eine Ablichtung der Satzungen und das Verzeichnis der Verwaltungsratsmitglieder, wenn der Antragsteller eine Gesellschaft oder ein Verein ist;

3° die Befähigungsnachweise, Fachkenntnisse und andere Nachweise des Antragstellers und seiner etwaigen Mitarbeiter;

4° die Fachkenntnisse, die der Antragsteller besitzt und die den Minister ermöglichen sollen, die Bereiche, für die der Antragsteller Studien über die Aus- und Nachwirkungen durchführen kann, zu bewerten.

§ 3. Dem Antrag ist ein Dokument, das die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt eines Projekts, eines Unternehmens oder einer Tätigkeit, die die Umwelt ändern können, analysiert, sowie alle anderen Elemente, aufgrund derer festgestellt werden kann, dass der Antragsteller Studien über die Aus- und Nachwirkungen durchführen kann, beizufügen.

§ 4. Auf Vorschlag des Rates kann die Exekutive die erforderlichen zusätzlichen Angaben festlegen.

Art. 8. Innerhalb fünf Tagen nach Erhalt des Antrags auf Zulassung hat der Minister eine Empfangsbestätigung dem Antragsteller per Einschreiben zuzusenden.

Innerhalb der gleichen Frist unterbreitet er dem Rat eine Ablichtung des Antrags und des in Artikel 7, § 3 erwähnten Dokuments.

Art. 9. Innerhalb dreissig Tagen nach Erhalt der Akte hat der Rat dem Minister seine Stellungnahme zum Antrag auf Zulassung zu übermitteln. Nimmt er innerhalb dieser Frist nicht Stellung, so gilt die Stellungnahme als günstig. Diese Frist wird auf sechzig Tage erhöht, wenn der Rat den Antrag in den Monaten Juli oder August erhalten hat.

Art. 10. Die Exekutive hat über den Antrag auf Zulassung innerhalb dreissig Tagen nach Erhalt der Stellungnahme des Rates oder nach Verstreichen der im vorstehenden Artikel festgelegten Frist, falls der Rat ihr keine Stellungnahme rechtzeitig übermittelt, durch einen begründeten Beschluss zu befinden. Diese Frist wird auf sechzig Tage erhöht, wenn die Stellungnahme des Rates in den Monaten Juli und August erfolgt ist, oder wenn die im vorstehenden Artikel festgelegte Frist im Juli oder August verstrichen ist.

Der Beschluss über die Zulassung ist im *Belgischen Staatsblatt* auszugsweise zu veröffentlichen.

Art. 11. Im Beschluss über die Zulassung sind die Bedingungen, unter denen sie erteilt worden ist, die Bereiche, für die sie erteilt wird, sowie den Zulassungstermin, der nicht mehr als fünf Jahre betragen darf, anzugeben.

Im Falle einer Änderung eines der in Artikel 3, § 2 erwähnten Elemente hat eine zugelassene Gesellschaft bzw. ein zugelassener Verein den Minister hierüber sofort zu benachrichtigen.

Im Falle eines Antrags auf Erneuerung der Zulassung ist der Antragsteller davon befreit, das in Artikel 7, § 3 erwähnte Dokument beizufügen.

Art. 12. § 1. Stellt der Minister in einem gebührend begründeten Beschluss die offensichtlich mittelmässige Qualität einer Studie über die Aus- und Nachwirkungen fest, so hat er den Betreffenden über diesen Beschluss zu benachrichtigen.

Wenn eine nachträgliche Studie noch von offensichtlich mittelmässiger Qualität zu sein scheint, hat die Exekutive, auf Vorschlag des Ministers, den vorübergehenden oder endgültigen Entzug der Zulassung durch einen begründeten Beschluss vorzunehmen.

Ehe der Minister einen Beschluss fasst, durch den er die offensichtlich mittelmässige Qualität einer Studie feststellt, hat er sich mit dem Rat zu beraten. Der Rat hat innerhalb der festgelegten Frist und unter den in Artikel 7 erwähnten Bedingungen Stellung zu beziehen.

Der Minister und der Rat haben den Verfasser der Studie vor jedem Beschluss über den Entzug der Zulassung anzuhören.

§ 2. Hält der Betreffende die ihm aufgrund des Dekrets, des vorliegenden Erlasses oder der Zulassungsurkunde auferlegten Verpflichtungen nicht ein, so darf der Minister die vorübergehende bzw. endgültige Entziehung der Zulassung durch einen gebührend begründeten Beschluss vornehmen.

Abschnitt II. — Ablehnung einer zugelassenen Person

Art. 13. Wenn der Bauherr eine zugelassene Person zwecks Durchführung der Studie über die Aus- und Nachwirkungen die auf die Umwelt auswirkt, hat dieser die zuständige Behörde, den Minister und den zuständigen Minister über seine Wahl unverzüglich zu benachrichtigen. Diese Benachrichtigung hat per Einschreiben zu erfolgen.

Jede einzelne der unter Absatz 1 erwähnten zuständigen Personen kann die Ablehnung des Verfassers der Studie unter den im vorstehenden Abschnitt festgelegten Bedingungen vorschlagen.

Art. 14. Die Ablehnung eines Studienverfassers kann beantragt werden, wenn der Betreffende sich in einer Lage befindet, die die Unabhängigkeit der Ausübung seiner Aufgabe in diesem Einzelfall in Frage stellen kann.

Art. 15. Die Ablehnung kann innerhalb fünfzehn Tagen nach der in Artikel 13 erwähnten Benachrichtigung beantragt werden.

Sie ist dem Verfasser der Studie und dem Bauherr mittels eines Schreibens, in dem die Ablehnungsgründe angegeben werden, zuzustellen. Die Zustellung erfolgt per Einschreiben.

Der Verfasser der Studie ist verpflichtet, eine schriftliche Erklärung hinsichtlich seiner Zustimmung der Ablehnung oder seiner Verweigerung der Ablehnung mit seiner Antwort auf die Ablehnungsgründe unterhalb des Ablehnungsschreibens anzubringen. Er hat der zuständigen Behörde, dem Minister, dem zuständigen Minister und dem Bauherr diese Erklärung innerhalb acht Tagen nach Erhalt des Ablehnungsschreibens per Einschreiben zuzustellen.

Art. 16. Wenn sich der Verfasser der Studie der Ablehnung widersetzt, hat der Urheber des Ablehnungsantrags den Streitfall vor die Exekutive innerhalb acht Tagen nach der in Artikel 15, Abs. 3 erwähnten Erklärung zu bringen.

Innerhalb fünf Tagen nach Erhalt des Ablehnungsantrags hat die Exekutive den Rat um eine Stellungnahme zu bitten. Dieser hat innerhalb fünfzehn Tagen nach dem Ersuchen um Stellungnahme Stellung zu beziehen, andernfalls gilt diese als günstig für die Ablehnung.

Die Exekutive hat innerhalb vierzig Tagen nach dem Einlegen des Einspruchs zu befinden, andernfalls ist davon auszugehen, dass sie der Ablehnung nicht stattgibt. Der Beschluss ist zu begründen.

Der Urheber des Ablehnungsantrags, der Verfasser der Studie und der Bauherr werden vom Rat angehört.

Art. 17. Wird der Ablehnung eines Verfassers einer Studie nicht stattgegeben, so darf die Genehmigung wegen eines der in Artikel 14 erwähnten Ablehnungsgründe nicht verweigert werden.

KAPITEL V. — Die der Studie über die Aus- und Nachwirkungen vorausgehende Volksbefragung bezüglich Projekte von Personen öffentlichen Rechts

Art. 18. Eine juristische Person öffentlichen Rechts kann von dem in Artikel 12, § 2 des Dekrets erwähnten Volksbefragungsverfahren freigestellt werden, indem sie eine Abweichung bei dem zuständigen Minister beantragt. Der Antrag auf Abweichung ist dem zuständigen Minister in demselben Schreiben, das die aufgrund von Artikel 13 des vorliegenden Erlasses erforderliche Benachrichtigung über die Wahl des Verfassers der Studie enthält, zuzustellen.

Der zuständige Minister hat innerhalb dreissig Tagen nach Erhalt des Antrags durch einen begründeten Beschluss über den Antrag auf Abweichung zu befinden. Ergeht kein Beschluss innerhalb dieser Frist, so gilt der Beschluss als günstig.

Die Abweichung wird nur dann gewährt, wenn sie von einem öffentlichen Betrieb, der mit einer oder mehreren Personen privaten Rechts konkurriert, beantragt wird.

Art. 19. Der Bauherr hat der Gemeindeverwaltung des Ortes, an dem er sein Projekt auszuführen beabsichtigt, eine Abschrift seines Antrags auf Genehmigung und der Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt zukommen zu lassen.

Falls mehrere Gemeindeverwaltungen betroffen werden, übermittelt der Bauherr jeder einzelnen Gemeindeverwaltung die Unterlagen.

Art. 20. Innerhalb acht Tagen nach Erhalt der im vorstehenden Artikel erwähnten Unterlagen und während eines Zeitraums von dreissig Tagen hat das Bürgermeister- und Schöffenkollegium Bekanntmachungen, die mit dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlass beigefügten Muster übereinstimmen,

— an den üblichen Anschlagstellen,

— an vier Stellen, die nahe vom Standort des Projekts liegen, am Rande einer befahrbaren öffentlichen Strasse oder einer Durchfahrtsstrasse anzuschlagen.

Die angeschlagenen Bekanntmachungen sind in einem tadellosen Sichtbarkeits- und Leserlichkeitszustand während des ganzen Anschlagzeitraums zu erhalten.

Art. 21. Während dreissig Tage nach dem Beginn des im vorstehenden Artikel erwähnten Anschlagens kann die Akte mit dem Antrag auf Genehmigung und der Notiz über die vorherige Bewertung an der Gemeindeverwaltung zur Einsicht liegen. Einmal pro Woche muss die Akte bis zwanzig Uhr zur Einsicht liegen.

Art. 22. Zwischen dem sechsten und dem fünfzehnten Tag nach dem Beginn des in Artikel 20 erwähnten Anschlagens veranstaltet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung eingeladen wird. Der Bauherr, ein oder mehrere Vertreter des Rates und ein oder mehrere Vertreter der zuständigen Behörde sind bei der Versammlung zugegen.

Der Versammlung liegen die Aufgaben zugrunde

— dem Bauherrn zu ermöglichen, das Projekt, das er ausführen möchte, vorzulegen;

— der Bevölkerung zu ermöglichen, Fragen in Bezug auf das Projekt zu stellen und Vorschläge anzumelden.

Der Bürgermeister oder sein Stellvertreter hat den Vorsitz bei der Versammlung.

Art. 23. Während der in Artikel 21 erwähnten dreissig Tage kann jeder Betreffende dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium seine schriftlichen Bemerkungen vorlegen.

Unter diesen Bemerkungen können nämlich alle Vorschläge in Bezug auf Alternativen zum Anfangsprojekt im Sinne des Artikels 12, § 2, Abs. 2 des Dekrets aufgeführt werden.

Art. 24. Innerhalb fünf Tagen nach Ablauf der in Artikel 23 erwähnten Frist hat das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Bauherrn, der zuständigen Behörde und dem Rat die ihm vorgelegten schriftlichen Bemerkungen zuzustellen. Es hat auch das Protokoll der Versammlung, die es veranstaltet hat, zu übermitteln.

Art. 25. Die im vorliegenden Kapitel angegebenen Fristen gelten nicht für die Monate Juli und August.

KAPITEL V

Öffentliche Untersuchung und Besprechung der Studie über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt

Art. 26. Wenn die Studie über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt fertig ist, übermittelt der Bauherr der zuständigen Behörde ein Exemplar.

Innerhalb fünf Tagen bestätigt die zuständige Behörde den Eingang des Exemplars.

Art. 27. Sobald die zuständige Behörde die Studie erhalten hat, leitet sie dem Rat ein Exemplar weiter. Innerhalb fünfundvierzig Tagen nach Erhalt der Studie gibt dieser der Behörde seine Stellungnahme weiter.

Wenn die Studie über die Aus- und Nachwirkungen ein Projekt betrifft, dessen Durchführung laut dem wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch genehmigungspflichtig ist, muss sie ebenfalls bei der Beratungskommission für Raumordnung, die ihr Gutachten innerhalb den gleichen Fristen weiterleitet, eingereicht werden.

Art. 28. § 1. Innerhalb acht Tagen nach Erhalt der Studie über die Aus- und Nachwirkungen nimmt die zuständige Behörde den Anschlag von Bekanntmachungen, die dem in der Anlage 2 aufgeführten Muster entsprechen, unverzüglich für eine Dauer von dreissig Tagen vor,

— an den üblichen Anschlagstellen;

— an vier Stellen, die nahe vom Standort des Projekts liegen, am Rande einer befahrbaren öffentlichen Strasse;

oder fordert die Gemeindebehörden dazu auf.

Die angeschlagenen Bekanntmachungen sind während des ganzen Anschlagzeitraums in einem tadellosen Sichtbarkeits- und Leserlichkeitszustand zu erhalten.

Falls das Projekt mehrere Gemeinden betrifft, muss das Anschlagen in jeder einzelnen Gemeinde vorgenommen werden.

§ 2. Innerhalb fünfzehn Tagen nach Erhalt der Studie über die Aus- und Nachwirkungen meldet die zuständige Behörde die Hinterlegung der Studie über die Aus- und Nachwirkungen in zwei Zeitungen, die in der betroffenen Gegend vertrieben werden, zweimal an.

In der Anmeldung sind die Angaben, die in dem in der Anlage 2 zum vorliegenden Erläss beigefügten Dokument aufgeführt sind, zu erwähnen.

Art. 29. Während dreissig Tage nach dem Beginn des in Artikel 28 erwähnten Anschlages darf man an dem in der Bekanntmachung, deren Muster in der Anlage 2 zum vorliegenden Erläss steht, bezeichneten Ort Einsicht in die Akte, die die in Artikel 16 des Dekrets erwähnten Elemente beinhaltet, nehmen. Einen solchen Ort muss in jeder einzelnen der Gemeinden, in denen das Projekt geplant wird, gegeben sein. Einmal pro Woche muss die Akte bis zwanzig Uhr Einsicht zur liegen.

Innerhalb fünf Tagen ist die zuständige Behörde verpflichtet, für jeden einzelnen der zwanzig ersten schriftlichen Anträge, die ihm vorgelegt wurden, eine Abschrift der nicht technischen Zusammenfassung der Studie auszustellen.

Art. 30. Während der im vorstehenden Artikel vorgesehenen Frist von dreissig Tagen kann jeder Betreffende der zuständigen Behörde seine Beschwerden und schriftlichen Bemerkungen zukommen lassen.

Alle Beschwerden, einerlei ob sie individuell oder kollektiv sind, müssen den Namen, die Adresse und die Unterschrift des Beschwerdeführers oder der Beschwerdeführer beinhalten.

Art. 31. Soweit die Anzahl der Personen, die Beschwerden oder Bemerkungen individuell oder gemeinsam eingereicht haben, über fünfundzwanzig liegt oder dieser Zahl entspricht, muss die zuständige Behörde innerhalb fünfundsiebzig Tagen nach dem Beginn des in Artikel 28 vorgesehenen Anschlages eine Besprechungsversammlung veranstalten.

Art. 32. Um die Besprechungsversammlung zu veranstalten, schreibt die zuständige Behörde an jeden einzelnen Beschwerdeführer oder an den ersten Unterzeichner der kollektiven Eingaben mit der Bitte, ihre Vertreter innerhalb dreissig Tagen zu bezeichnen. Sie fügt die Liste der Beschwerdeführer bei. Diese wählen eine Maximalzahl von neun Vertretern aus, deren Liste sie der zuständigen Behörde übersenden müssen.

Art. 33. § 1. Die Besprechungsversammlung setzt sich aus drei Gruppen, d.h.,

1° der zuständigen Behörde oder ihren Vertretern sowie den Vertretern der Verwaltungen, die sie eingeladen hat, wobei das Bürgermeister- und Schöffenkollegium von Rechts wegen eingeladen wird;

2° den Vertretern der Beschwerdeführer und den von ihnen eingeladenen Sachverständigen;

3° dem Bauherrn und dem Verfasser der Studie sowie ihren Vertretern, zusammen.

Keine Gruppe darf von mehr als neun Personen vertreten werden. Ferner kann der Rat an dieser Versammlung teilnehmen, indem er sich von einem oder zwei seiner Mitglieder vertreten lässt.

§ 2. Die zuständige Behörde bezeichnet den Sitzungsvorsitzenden.

Art. 34. In jeder Gemeinde des Ortes, an dem das Projekt geplant wird, muss eine Besprechungsversammlung veranstaltet werden.

Die im vorliegenden Kapitel angegebenen Fristen gelten nicht für die Monate Juli und August.

Die zuständige Behörde nimmt das Protokoll der Besprechung auf.

KAPITEL VII. — Der Bericht über die Aus- und Nachwirkungen

Art. 35. Innerhalb dreissig Tagen nach dem Ende entweder der öffentlichen Untersuchung oder der Besprechungsversammlung erstellt die zuständige Behörde einen Bericht über die Aus- und Nachwirkungen.

Dieser Bericht beinhaltet die wichtigsten Schlussfolgerungen der Studie über die Aus- und Nachwirkungen, die wichtigsten Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung und das Protokoll der Besprechung.

Er muss dem Bauherrn, dem Verfasser der Studie, der Gemeindeverwaltung und, wenn es nach Meinung der Behörde notwendig ist, jeder Partei, die bei der Besprechung vertreten war.

Die Gemeindeverwaltung veröffentlicht unverzüglich eine Bekanntmachung, in der angegeben wird, dass man an der von ihr bestimmten Stelle Einsicht in den Bericht über die Aus- und Nachwirkungen nehmen kann. Diese Bekanntmachung ist an den üblichen Anschlagstellen und an drei Stellen, die nahe vom Standort des Projekts liegen, am Rande einer befahrbaren öffentlichen Strasse, anzuschlagen. Die angeschlagenen Bekanntmachungen sind während fünfzehn Tage in einem tadellosen Sichtbarkeits- und Leserlichkeitszustand zu erhalten.

KAPITTEL VIII. — *Einheitliches System*

der Bewertung der Aus- und Nachwirkungen, wenn mehrere Genehmigungen erforderlich sind

Art. 36. Wenn der Bauherr für ein bestimmtes Projekt mehrere Genehmigungsanträge, die unterschiedenen gesetzlichen Regelungen unterliegen, einreicht, kann er diesen Anträgen eine einzige Notiz über die vorherige Bewertungen der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt beilegen.

Die unter Abs. 1 erwähnte einzige Notiz beinhaltet sämtliche Angaben, die jede Notiz bezüglich der eingereichten Genehmigungsanträge beinhalten muss.

Falls der Bauherr eine einzige Notiz einreicht, hat er es in jedem Genehmigungsantrag anzugeben; jedem Antrag legt er eine Abschrift der anderen Anträge bei.

Art. 37. Jede zuständige Behörde entscheidet, was sie betrifft, ob eine Studie über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt erforderlich ist; gegebenenfalls bestimmt sie, was sie betrifft, den Inhalt und die Modalitäten der Studie über die Aus- und Nachwirkungen.

Wenn die in Anwendung des vorstehenden Absatzes gefassten Beschlüsse nicht identisch sind, kumulieren die durch die verschiedenen Behörden gestellten Forderungen.

Art. 38. Der Bauherr, dem mehrere zuständigen Behörden die Durchführung einer Studie über die Aus- und Nachwirkungen auferlegen, hat den Minister darüber zu benachrichtigen.

Innerhalb zehn Werktagen nach Erhalt des Schreibens des Bauherrn unterbreitet der Minister es der Exekutive, die unter den in Absatz 1 erwähnten Behörden diejenige bezeichnet, die ab diesem Zeitpunkt bis zur Benachrichtigung des in Artikel 35 des vorliegenden Erlasses Berichtes über die Aus- und Nachwirkungen die aufgrund des Dekrets oder des vorliegenden Erlasses der zuständigen Behörde zustehenden Zuständigkeiten allein wahrzunehmen hat. Diese Bezeichnung ist den betroffenen Behörden und dem Bauherrn zuzustellen.

Diese Bezeichnung der zuständigen Behörde löst jedoch keine Wirkung für die Anwendung der Artikel 22, 24 und 33 des vorliegenden Erlasses aus.

Art. 39. Nach Erhalt der Benachrichtigung über die Bezeichnung der Behörde, welche die der zuständigen Behörde zustehenden Zuständigkeiten allein wahrnehmen wird, muss der Bauherr eine einzige Studie über die Aus- und Nachwirkungen durchführen lassen.

Letztere beinhaltet sämtliche Elemente, die für jede Studie über die Aus- und Nachwirkungen in Bezug auf die eingereichten Genehmigungsanträge erforderlich sind.

Art. 40. Sofort nach Aufstellung des Berichtes über die Aus- und Nachwirkungen gibt die aufgrund von Artikel 38 des vorliegenden Erlasses bezeichnete Behörde den anderen zuständigen Behörden eine Ausfertigung der in Artikel 16 des Dekrets erwähnten Akte zuzüglich des Berichtes über die Aus- und Nachwirkungen selbst weiter.

KAPITTEL IX. — *Veröffentlichung des Beschlusses über die Genehmigungserteilung oder -verweigerung*

Art. 41. Wenn ein Projekt zum Gegenstand einer Studie über die Aus- und Nachwirkungen gemacht worden ist, übersendet die zuständige Behörde der Gemeindeverwaltung des Ortes, an dem das Projekt ausgeführt werden muss, eine Abschrift des Beschlusses innerhalb fünf Tagen nach der Benachrichtigung des Beschlusses über die Genehmigungserteilung oder -verweigerung. Falls mehrere Gemeindeverwaltungen betroffen werden, erhält jede Gemeindeverwaltung eine Abschrift des Beschlusses.

Innerhalb fünfzehn Tagen nach der Benachrichtigung des Beschlusses über die Genehmigungserteilung bzw. -verweigerung und während eines Zeitraums von dreissig Tagen muss die Gemeindeverwaltung den Anschlag von Bekanntmachungen, die dem in der Anlage 3 zum vorliegenden Erlass aufgeführten Muster entsprechen, an den in Artikel 28, § 1, Abs. 1 und 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Stellen und gemäss den vorgeschriebenen Formen vornehmen.

KAPITTEL X. — *Aussetzen der in anderen vorschriftsmässigen Bestimmungen vorgesehenen Fristen und Veröffentlichungsverfahren*

Art. 42. Unbeschadet der Artikel 19 und 20 des Dekrets werden die gesetzlichen und vorschriftsmässigen Fristen, die durch andere Gesetze, Dekrete oder Erlasse für die Erteilung von Genehmigungen auferlegt werden, sowie die Bewerkstelligung der Bestimmungen betreffend die öffentliche Untersuchung und die besonderen Veröffentlichungsmassnahmen, die in anderen Gesetzen, Dekreten und Erlassen enthalten werden, ab dem Empfang der Notiz über die Bewertung durch die zuständige Behörde bis zur Erschöpfung der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Verfahren ausgesetzt.

KAPITTEL XI. — *Schlussbestimmungen*

Art. 43. Vorliegender Erlass tritt am 24. Januar 1988 in Kraft.

Art. 44. Die Minister der Wallonischen Region sind, jeder in seinen Bereich mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 10. Dezember 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

Anlage 1

STUDIE ÜBER DIE BEWERTUNG DER AUS- UND NACHWIRKUNGEN AUF DIE UMWELT
VOLKSBEFRAGUNG

Bekanntmachung

Die Gemeindeverwaltung gibt der Bevölkerung bekannt, das (die Person öffentlichen Rechts) einen Antrag hinsichtlich am folgenden Ort eingereicht und die im Dekret vom vorgesehene Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen abgegeben hat.

Diesem Antrag muss noch eine Studie über die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen voraufgehen.

Damit diese Studie die Wünsche der Bevölkerung berücksichtigen kann, werden alle Bürger dazu eingeladen,

1° Einsicht in die Antragsakte, einschliesslich der Notiz über die Bewertung,

an der folgenden Adresse :

um folgende Uhrzeiten :

zu nehmen.

2° den von der Gemeindeverwaltung veranstalteten Informationsversammlungen

an der folgenden Adresse :

an den folgenden Tagen um folgende Uhrzeiten : beizuwohnen.

3° ihre schriftlichen Alternativvorschläge in Bezug auf das Projekt des Antragstellers vor dem

bei einzureichen.

Der Bürgermeister.

Der Gemeindesekretär.

Gesehen, um dem Erlass der Exekutive zur Ausführung des Dekrets vom 11. september 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region,

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

Anlage 2

STUDIE ÜBER DIE BEWERTUNG DER AUS- UND NACHWIRKUNGEN AUF DIE UMWELT
ÖFFENTLICHE UNTERSUCHUNG

Bekanntmachung

(Die zuständige Behörde) gibt der Bevölkerung bekannt, das Herr der einen Antrag hinsichtlich am folgenden Ort eingereicht hat, die im Dekret vom vorgesehene Studie über die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt abgegeben hat.

Die Bevölkerung wird dazu eingeladen :

1° Einsicht in die untersuchungspflichtige Akte,

an der folgenden Adresse :

um folgende Uhrzeiten :

zu nehmen.

2° Ihre schriftlichen Bemerkungen und Beschwerden vor dem einzureichen.

bei Falls die Anzahl der Personen, die Bemerkungen oder Beschwerden eingereicht haben, über 25 liegt oder dieser Zahl entspricht, wird eine Besprechungsversammlung veranstaltet.

Gegebenenfalls werden die im vorstehenden Satz angegeben Personen darüber benachrichtigt.

Gesehen, um dem Erlass der Exekutive zur Ausführung des Dekrets vom 11. september 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region,

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

Anlage 3

STUDIE ÜBER DIE BEWERTUNG DER AUS- UND NACHWIRKUNGEN AUF DIE UMWELT
BESCHLUSS

Bekanntmachung

(Die zuständige Behörde) gibt der Bevölkerung bekannt, das Herrn
der einen Antrag hinsichtlich am folgenden Ort
eingereicht hatte, die Genehmigung am (erteilt) (verweigert) worden ist.

Die Bevölkerung kann den gefassten Beschluss
an der folgenden Adresse :
um folgende Uhrzeiten :
einsehen.

(Die zuständige Behörde.)

Gesehen, um dem Erlass der Exekutive zur Ausführung des Dekrets vom 11. september 1985 zur Organisa-
tion der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region,

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien,
den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 948

10 DECEMBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985
tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de richtlijn 85/337 van de raad van de Europese gemeenschappen betreffende de waardering van de
weerslagen van sommige openbare en privé-ontwerpen op het leefmilieu;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leef-
milieu in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een
verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 17 juli 1986;
Overwegende dat het geboden is onverwijld het besluit tot uitvoering van het decreet goed te keuren, ten
einde overeenkomstig artikel 22 van het decreet, de in bijlage 1 van dit decreet bedoelde ontwerpen ten laatste
vóór 24 januari 1988 voor te leggen;

Overwegende de voorzienbare weerslagen op het leefmilieu van de ontwerpen die tegenwoordig in uitvoering
zijn;

Overwegende de noodzakelijkheid om de waarderingsmodaliteiten van die weerslagen te voorzien;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw en na beraad-
slaging erover,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Decreet : het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het
leefmilieu in het Waalse Gewest;

2° Opdrachtgever : de persoon die de aanvra(a)g(en) om vergunning indient, welke betrekking heeft op het
ontwerp dat hij wenst uit te voeren;

3° Studiebewerker : de persoon die een studie inzake weerslagen op het leefmilieu doorvoert;

4° Bevoegde autoriteit : ieder al dan niet beraadslagend orgaan, al dan niet in het bezit van de rechtspersoon-
lijkheid, belast met een opdracht inzake openbare dienst en bevoegd voor het afgeven van de beoogde machtiging,
in dit geval het College van Burgemeester en Schepenen, de bestendige deputatie, de bevoegde Minister of de
regionale Executieve;

- 5° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort;
 6° Bevoegde Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de betrokken materie behoort;
 7° Executieve : de regionale Executieve die collegiaal beslist;
 8° Raad : de Waalse Raad voor Leefmilieu.

HOOFDSTUK II

Akten voorgelegd aan het systeem ter waardering van de weerslagen op het leefmilieu

Art. 2. § 1. Iedere vergunning vereist voor het verwezenlijken van een ontwerp vermeld in bijlage 1 van het decreet wordt afhankelijk gemaakt van de aanwending van het systeem ter waardering van de weerslagen op het leefmilieu, zoals het in het decreet is bepaald.

§ 2. De volgende bestuurlijke akten worden bovendien afhankelijk gemaakt van de aanwending van het door het decreet voorziene systeem ter waardering van de weerslagen op het leefmilieu :

1. De ontwerpen inzake bestemming van onbebouwde gronden of van halfnatuurlijke ruimten voor intensieve landbouwkundige exploitatie;
2. De installaties bestemd voor de productie, de verrijking en de opwerking van splijtstoffen;
3. De installaties voor de ophaling en de opwerking van radioactieve afvalstoffen die in bijlage 1 niet worden vermeld;
4. De in de artikelen 41 en 45 van het Waalse Wetboek voor Stedebouw en Ruimtelijke Ordening bedoelde bouwvergunningen voor de bouw van vliegvelden met banen van meer dan 1200 meter lengte, stuwdammen en andere installaties bestemd om water tegen te houden of duurzaam op te slaan;
5. De in de artikelen 94, 94bis, 119 en 119bis van het Waalse Wetboek voor Stedebouw en Ruimtelijke Ordening bedoelde bouw- of verkavelingsvergunningen voor de oprichting van vakantiedorpen en weekendverblijfplaatsen;
6. De vergunningen met betrekking op omlopen of terreinen welke permanent worden gebruikt voor de inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen bedoeld door het koninklijk besluit van 10 juni 1976, alsmede de dancings gelegen op minder dan 300 meter van een woongebied.

HOOFDSTUK III.

*Waarderingsnormen en korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering over de weerslagen op het leefmilieu**Afdeling I. — De waarderingsnormen*

Art. 3. § 1. Op advies van de Raad bepaalt de Executieve het systeem der waarderingsnormen waarmee de gevallen kunnen worden bepaald waarin een ontwerp belangrijke weerslagen op het leefmilieu zou kunnen hebben.

De Executieve kan enkel bij gemotiveerde beslissing van het advies van de Raad afwijken.

§ 2. De bepalingen van artikel 2, § 2, gelden als systeem der waarderingsnormen zolang het in de vorige paragraaf voorziene systeem der waarderingsnormen niet van toepassing is.

Art. 4. Indien uit de korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering blijkt dat de bepalingen van artikel 2 niet van toepassing zijn op het ontwerp, wordt de bevoegde autoriteit ertoe gehouden het ontwerp van de verdere waarderingsprocedure vrij te stellen.

Afdeling II. — Korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering van de weerslagen op het leefmilieu

Art. 5. § 1. De korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering van de weerslagen van het ontwerp op het leefmilieu omvat minimum de volgende gegevens :

1° een beschrijving met betrekking op de localisatie van de vestigingsplaats en de omgeving, voor het ontwerp, met inbegrip van :

a) een situatieplan van de vestigingsplaats in haar gebied, met inbegrip van, met name, de juridische en reglementaire toestand van de vestigingsplaats alsmede van het leefmilieu ervan, bepaald door plannen van aanleg en besluiten ter bescherming van de betrokken milieus;

b) een situatieplan dat toelaat de vestiging, de aard en de bestemming van het onmiddellijk leefmilieu van de plaats te bepalen;

2° een beschrijving van het ontwerp, die de bevoegde instantie toelaat dit ontwerp te situeren in verhouding tot de in artikel 3 bedoelde normen;

3° een analyse van de te voorziene uitwerkingen van het ontwerp op het leefmilieu en van de voornaamste beoogde maatregelen om de eventuele nadelen van het ontwerp voor het leefmilieu te vermijden of te verminderen.

Wat het in eerste lid, 3° bedoelde stuk betreft, dient de aanvrager van de vergunning de in artikel 2 van het decreet vermelde doelstellingen in acht te nemen.

§ 2. Op advies van de Raad kan de Executieve de inhoud van de korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering verduidelijken.

§ 3. De korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering is enkel noodzakelijk voor de in artikel 2 van dit besluit vermelde ontwerpen.

Afdeling III. — Inhoud van de studie inzake weerslagen

Art. 6. Op advies van de Raad kan de Executieve normen aannemen ter bepaling van de inhoud van de studies inzake weerslagen en van de uitvoeringsmodaliteiten.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning en wraking van de bewerkers van studies inzake weerslagen*

Art. 7. § 1. Iedere natuurlijke of rechtspersoon kan een aanvraag om erkenning indienen ten einde met de uitvoering van studies inzake weerslagen op het leefmilieu te worden belast. Die aanvraag wordt gericht tot de Minister.

§ 2. De aanvraag omvat de volgende gegevens :

1° de naam en het adres van de aanvrager;

2° een afschrift van de statuten en de lijst van de bestuurders indien het om een vennootschap of een vereniging gaat;

3° de titels, bekwaamheden en referenties van de aanvrager en van zijn eventuele medewerkers;

4° de technische bevoegdheden die de aanvrager bezit, aan de hand waarvan de Minister kan bepalen op welke gebieden de aanvrager in staat is, studies inzake weerslagen door te voeren.

§ 3. De aanvraag gaat vergezeld van een dokument waarin worden geanalyseerd de weerslagen op het leefmilieu van een ontwerp, een operatie of van een activiteit die van aard is het leefmilieu te veranderen, en van alle andere elementen waarmee het mogelijk is vast te stellen dat de aanvrager bevoegd is om een studie inzake weerslagen op het leefmilieu op te stellen.

§ 4. Op voordracht van de Raad kan de Executieve de vereiste bijkomende aanwijzingen bepalen.

Art. 8. Binnen vijf dagen na ontvangst van de aanvraag om erkenning, richt de Minister bij ter post aangetekende brief een ontvangstbewijs aan de aanvrager.

Binnen dezelfde termijn zendt hij aan de Raad afschrift van de aanvraag en van het in artikel 7, § 3 bedoelde dokument.

Art. 9. De Raad moet, binnen dertig dagen na ontvangst van het dossier, zijn advies over de aanvraag om erkenning aan de Minister mededelen. Wanneer, binnen die termijn, geen advies wordt uitgebracht, wordt dit advies gunstig geacht. Die termijn bedraagt zestig dagen wanneer de Raad de aanvraag om erkenning tijdens de maanden juli en augustus ontvangt.

Art. 10. De Executieve beslist, bij een met redenen omklede beslissing, over de aanvraag om erkenning, binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Raad of na het verstrijken van de in het vorige artikel vastgestelde termijn, indien de Raad niet tijdig advies doet toekomen. Die termijn bedraagt zestig dagen wanneer het advies van de Raad tijdens de maanden juli en augustus wordt ontvangen of wanneer de in het vorige artikel bepaalde termijn tijdens de maanden juli of augustus verstrijkt.

De beslissing om erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 11. De beslissing om erkenning bepaalt de voorwaarden waaronder die erkenning wordt verleend, de gebieden waarvoor zij van toepassing is, alsmede de duur van de erkenning die vijf jaar niet kan overschrijden.

In geval van wijziging van één van de in artikel 3, § 2 bedoelde gegevens, brengt de maatschappij of de erkende vereniging de Minister daarvan onmiddellijk op de hoogte.

Bij hernieuwing van de aanvraag om erkenning wordt de aanvrager vrijgesteld van het bijvoegen van het in artikel 7, § 3 bedoelde dokument.

Art. 12. § 1. Wanneer de Minister, in een behoorlijk gemotiveerde beslissing, de duidelijk middelmatige kwaliteit van een studie inzake weerslagen vaststelt, betekent hij die beslissing aan betrokkene.

Op de voordracht van de Minister, wordt de erkenning, bij een behoorlijk gemotiveerde beslissing, door de Executieve tijdelijk of definitief ingetrokken wanneer een volgende studie nog duidelijk van middelmatige kwaliteit blijkt te zijn.

De Minister wint het advies van de Raad in voordat een beslissing over de duidelijk middelmatige kwaliteit van een studie wordt genomen. De Raad brengt advies uit binnen de termijn en onder de voorwaarden vermeld in artikel 7.

Voor iedere beslissing van erkenningsintrekking wordt de studiebewerker gehoord door de Minister en door de Raad.

§ 2. De Minister kan, bij een behoorlijk gemotiveerde beslissing, de erkenning tijdelijk of definitief intrekken wanneer de betrokkene de hem krachtens het decreet, dit besluit of de erkenningsakte opgelegde verplichtingen niet nakomt.

Afdeling II. — Wraking van een erkende persoon

Art. 13. Wanneer de opdrachtgever een erkende persoon kiest met het oog op de uitvoering van de studie inzake de weerslagen op het leefmilieu, moet hij zijn keuze aan de bevoegde instantie, de Minister en aan de bevoegde Minister betekenen. Die betekening gebeurt bij ter post aangetekende brief.

Iedere autoriteit bedoeld in het eerste lid kan, onder de in deze afdeling bepaalde voorwaarden, de wraking van de studiebewerker voorstellen.

Art. 14. De wraking van een studiebewerker kan worden voorgedragen indien de betrokkene zich in omstandigheden bevindt, die van aard zijn de onafhankelijkheid van de uitvoering van zijn opdracht in het betrokken geval in twijfel te stellen.

Art. 15. De wraking kan binnen vijftien dagen na de in artikel 13 bedoelde betekening voorgedragen worden.

Zij wordt aan de studiebewerker en aan de opdrachtgever betekend bij een akte waarin de wrakingsredenen worden vermeld. De betekening gebeurt bij ter post aangetekende brief.

De studiebewerker moet, onderaan de wrakingsakte, een schriftelijke verklaring afleggen waarbij hij in de wraking toestemt of deze weigert, met, in dit geval, vermelding van zijn antwoord op de wrakingsredenen. Hij moet die verklaring, bij ter post aangetekende brief, binnen acht dagen na ontvangst van de wrakingsakte, aan de bevoegde instantie, de Minister, de bevoegde Minister en aan de opdrachtgever betekenen.

Art. 16. Wanneer de studiebewerker de wraking weigert, moet de wrakende partij, binnen een termijn van acht dagen met ingang van de ontvangst van de in artikel 15, derde lid, bedoelde verklaring, de betwiste zaak bij de Executieve aanhangig maken.

Binnen vijf dagen na ontvangst van de vordering van de wrakende partij, wint de Executieve het advies van de Raad in. De Raad doet uitspraak binnen een termijn van vijftien dagen met ingang van de dag waarop de aanvraag om advies werd ingediend, bij gebrek aan advies wordt hij geacht de wraking te weigeren.

De Executieve doet uitspraak binnen een termijn van veertig dagen, met ingang van de dag waarop het beroep werd ingesteld, zo niet moet worden aangenomen dat de wraking werd geweigerd. De beslissing is met redenen omkleed.

De wrakende partij, de studiebewerker en de opdrachtgever worden door de Raad gehoord.

Art. 17. Wordt met de wraking van een studiebewerker niet ingestemd, dan mag de vergunning om één van de in artikel 14 bedoelde wrakingsredenen niet worden geweigerd.

HOOFDSTUK V. — Raadpleging van het publiek

voor de uitvoering van de studie inzake weerslagen, voor door publiekrechtelijke personen overwogen ontwerpen

Art. 18. Een publiekrechtelijke rechtspersoon kan van de in artikel 12, § 2 van het decreet bedoelde procedure ter raadpleging van het publiek worden vrijgesteld indien zij een afwijking bij de bevoegde Minister vraagt. De aanvraag om afwijking wordt betekend aan de bevoegde Minister bij dezelfde brief die, overeenkomstig artikel 13 van dit besluit, de betekening van de keuze van de studiebewerker bevat.

De bevoegde Minister doet uitspraak over de aanvraag om afwijking in een gemotiveerde beslissing binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag. Indien die termijn wordt overschreden, wordt de beslissing geacht ongunstig te zijn.

De afwijking kan slechts worden verleend indien zij wordt gevraagd door openbare ondernemingen die haar activiteiten in mededinging met één of meer privaatrechtelijke personen uitoefenen.

Art. 19. De opdrachtgever overhandigt een afschrift van zijn aanvraag om vergunning alsmede van de korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering van de weerslagen op het leefmilieu aan het gemeentebestuur van de plaats waar hij van plan is zijn ontwerp uit te voeren.

Indien meerdere gemeentebesturen betrokken zijn, doet de opdrachtgever die documenten toekomen aan ieder gemeentebestuur.

Art. 20. Binnen acht dagen na ontvangst van de in het voorafgaande artikel bedoelde documenten, moet het College van Burgemeester en Schepenen, tijdens een termijn van dertig dagen, berichten aanplakken die met het model voorgesteld in bijlage 1 van dit besluit overeenstemmen :

— op de gebruikelijke aanplakkingsplaatsen;

— op vier plaatsen langs een openbare rijweg of een doorgangsweg, vlak bij de plaats voorzien voor de uitvoering van het ontwerp.

Er wordt zorg voor gedragen dat die aanplakking tijdens de hele duur van de kennisgeving goed zichtbaar en leesbaar blijft.

Art. 21. Het dossier, dat de aanvraag om vergunning alsmede de korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering omvat, kan tijdens dertig dagen met ingang van het begin van de in het voorafgaande artikel bedoelde bekendmaking, op het gemeentehuis worden geraadpleegd. Het dossier moet minstens één keer per week tot twintig uur kunnen worden geraadpleegd.

Art. 22. Tussen de zesde en de vijftiende dag met ingang van het begin van de in artikel 20 bedoelde bekendmaking, wordt een informatievergadering, die voor het publiek toegankelijk is, door het College van Burgemeester en Schepenen bijeengeroepen. De opdrachtgever, één of meerdere vertegenwoordigers van de Raad en van bevoegde autoriteit wonen die vergadering bij.

De vergadering heeft tot doel :

— de opdrachtgever toe te laten het ontwerp dat hij wenst uit te voeren voor te stellen;

— het publiek in staat te stellen vragen te stellen en voorstellen over het ontwerp te formuleren.

De Burgemeester of zijn plaatsvervanger zit de vergadering voor.

Art. 23. Tijdens de in artikel 21 bedoelde dertig dagen kan iedere betrokkene schriftelijk opmerkingen bij het College van Burgemeester en Schepenen schriftelijk indienen.

Onder die opmerkingen kunnen namelijk alle voorstellen inzake alternatieven voor het oorspronkelijke ontwerp, in de zin van artikel 12, § 2 van het decreet vermeld worden.

Art. 24. Binnen vijf dagen na het verstrijken van de in artikel 23 bedoelde termijn, brengt het College van Burgemeester en Schepenen de ontvangen schriftelijke opmerkingen ter kennis van de opdrachtgever, van de bevoegde autoriteit en van de Raad. Ook de notulen van de informatievergadering die werd gehouden worden overgemaakt.

Art. 25. De in dit hoofdstuk vermelde termijnen worden opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

HOOFDSTUK VI

Openbaar onderzoek en raadpleging over de studie inzake de weerslagen op het leefmilieu

Art. 26. Wanneer de studie inzake de weerslagen op het leefmilieu is beëindigd, overhandigt de opdrachtgever er een exemplaar van aan de bevoegde autoriteit.

Binnen vijf dagen bevestigt de bevoegde autoriteit de ontvangst.

Art. 27. Dadelijk na ontvangst stuurt de bevoegde autoriteit een exemplaar van de studie inzake de weerslagen op het leefmilieu aan de Raad. Het advies van de Raad wordt overgemaakt aan de autoriteit binnen vijftienvierdertig dagen na ontvangst van de studie.

Wanneer zij betrekking heeft op een ontwerp waarvan de uitvoering, krachtens het Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, aan het bekomen van een vergunning is onderworpen, moet de studie inzake de weerslagen ook bij de Adviescommissie voor Ruimtelijke Ordening worden ingediend, die binnen dezelfde termijnen haar advies aan de bevoegde autoriteit mededeelt.

Art. 28. § 1. Binnen acht dagen na ontvangst van de studie inzake weerslagen, gaat de bevoegde autoriteit, tijdens een termijn van dertig dagen, tot de aanplakking van berichten over, die met het model voorgesteld in bijlage 2 overeenstemmen :

— op de gebruikelijke aanplakkingsplaatsen;

— op vier plaatsen langs een openbare rijweg, vlak bij de plaats voorzien voor de uitvoering van het ontwerp.

Er wordt zorg voor gedragen dat die aanplakking tijdens de hele duur van de kennisgeving goed zichtbaar en leesbaar blijft.

Wanneer het ontwerp verschillende gemeenten betreft, moet de studie inzake weerslagen in iedere gemeente worden aangeplakt.

§ 2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de studie inzake weerslagen geeft de bevoegde autoriteit, in ten minste twee dagbladen uit de streek, bericht van de indiening van de studie inzake weerslagen.

Die bekendmaking omvat de aanwijzingen die in bijlage 2 van dit besluit worden vermeld.

Art. 29. Het dossier, dat de in artikel 16 van het decreet bedoelde gegevens omvat, kan geraadpleegd worden, tijdens dertig dagen met ingang van het begin van de in artikel 28 bedoelde bekendmaking, op de plaats vermeld in het bericht waarvan het model in bijlage 2 van dit besluit staat. Die plaats moet gelegen zijn in iedere gemeente waarop het ontwerp moet uitgevoerd worden. Het dossier moet minstens één keer per week tot twintig uur kunnen worden geraadpleegd.

De bevoegde autoriteit is verplicht, binnen de vijf dagen, een afschrift van de niet-technische samenvatting van de studie aan de eerste twintig schriftelijk ingediende aanvragen te overhandigen.

Art. 30. Tijdens de in het vorige artikel vastgestelde termijn van dertig dagen, kan iedere betrokkene zijn schriftelijke bezwaren en opmerkingen bij de bevoegde autoriteiten indienen.

Ieder bezwaar, individueel of collectief, moet de naam, het adres en de handtekening van de reclamant(en) omvatten.

Art. 31. Voor zover het aantal personen die individueel of collectief bezwaren of opmerkingen ingediend hebben, gelijk aan of groter is dan vijftientig, roept de bevoegde autoriteit, binnen vijftien dagen met ingang van het begin van de in artikel 28 voorziene bekendmaking, een overlegvergadering bijeen.

Art. 32. Met het oog op de organisatie van de overlegvergadering, verzoekt de bevoegde autoriteit iedere individuele reclamant of de eerste ondertekenaar van collectieve verzoekschriften schriftelijk om hun vertegenwoordigers binnen dertig dagen aan te wijzen. De lijst van de reclamanten is bijgevoegd. Deze laatste kiezen maximum negen vertegenwoordigers waarvan de lijst aan de bevoegde autoriteit wordt gestuurd.

Art. 33. § 1. De overlegvergadering bestaat uit drie groepen :

- 1° de bevoegde autoriteit of de vertegenwoordigers ervan, alsmede de door haar uitgenodigde vertegenwoordigers van de besturen, het college van burgemeester en schepenen is van rechtswege uitgenodigd;
- 2° de vertegenwoordigers van de reclamanten alsmede de door hen uitgenodigde experts;
- 3° de opdrachtgever en de studiebewerker alsmede hun vertegenwoordigers.

Geen enkele groep kan door meer dan negen leden vertegenwoordigd worden. De Raad kan bovendien aan die vergadering deelnemen, vertegenwoordigd door één of twee van zijn leden.

§ 2. De bevoegde autoriteit wijst de zittingsvoorzitter aan.

Art. 34. Een overlegvergadering wordt gehouden in iedere gemeente van de plaats waar het ontwerp zal worden uitgevoerd.

De in dit hoofdstuk vermelde termijnen worden tijdens de maanden juli en augustus opgeschort.

De bevoegde autoriteit maakt de notulen van de vergadering op.

HOOFDSTUK VII. — *Verslag inzake weerslagen op het leefmilieu*

Art. 35. Binnen dertig dagen met ingang van, hetzij het einde van het openbaar onderzoek, hetzij de overlegvergadering, maakt de bevoegde autoriteit een verslag inzake weerslagen op.

Dit verslag omvat de voornaamste conclusies van de studie inzake weerslagen, de voornaamste resultaten van het openbare onderzoek en de notulen van de overlegvergadering.

Dit verslag wordt gestuurd aan de opdrachtgever, de studiebewerker, het gemeentebestuur en, indien de bevoegde autoriteit het nodig acht, aan iedere partij vertegenwoordigd bij het overleg.

Het gemeentebestuur publiceert onverwijld een bericht dat vermeldt dat het verslag inzake weerslagen op een door het gemeentebestuur bepaalde plaats kan worden geraadpleegd. Dit advies wordt aangeplakt op de gebruikelijke aanplakkingsplaatsen en op drie plaatsen langs een openbare rijweg, vlak bij de plaats voorzien voor de uitvoering van het ontwerp. Die bekendmaking moet tijdens een duur van vijftien dagen duidelijk zichtbaar en leesbaar blijven.

HOOFDSTUK VIII

Enig systeem ter waardering van de weerslagen, wanneer verschillende vergunningen worden vereist

Art. 36. Wanneer voor een bepaald ontwerp, de opdrachtgever verschillende aanvragen om vergunning, die aan afzonderlijke wettelijke stelsels worden onderworpen, indient, kan hij bij die aanvragen eenzelfde korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering van de weerslagen op het leefmilieu voegen.

De in eerste lid bedoelde enige uiteenzetting omvat alle gegevens die iedere uiteenzetting betreffende de ingediende aanvragen om vergunning moet omvatten.

Indien hij een enige uiteenzetting neerlegt, vermeldt de opdrachtgever zulks in elke vergunningsaanvraag en bij elke aanvraag voegt hij een afschrift van de andere aanvragen.

Art. 37. Iedere bevoegde autoriteit beslist voor zichzelf of een studie inzake weerslagen op het leefmilieu nodig is; indien nodig, bepaalt zij, voor haar deel, de inhoud en de modaliteiten van de studie inzake weerslagen.

Indien de bij toepassing van het voorafgaande lid genomen beslissingen niet overeenstemmen, worden de door de verschillende autoriteiten opgelegde eisen samengevoegd.

Art. 38. De opdrachtgever aan wie verschillende bevoegde autoriteiten de uitvoering van een studie inzake weerslagen oplegt, brengt dit ter kennis van de Minister.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de nota van de opdrachtgever, legt de Minister die nota voor aan de Executieve, die onder de in het eerste lid bedoelde autoriteiten, diegene aanwijst die, vanaf dit ogenblik en tot de bekendmaking van het in artikel 35 van dit besluit bedoelde verslag inzake weerslagen, als enige de bevoegdheden zal uitoefenen die krachtens het decreet of dit besluit de bevoegde autoriteit toekomen. Die aanwijzing wordt betekend aan de betrokken autoriteiten en aan de opdrachtgever.

Die aanwijzing van de bevoegde autoriteit heeft geen uitwerking op de toepassing van de artikelen 22, 24 en 33 van dit besluit.

Art. 39. Na ontvangst van de bekendmaking van de aanwijzing van de autoriteit die als enige de bevoegdheden zal uitoefenen die de bevoegde autoriteit toekomen, moet de opdrachtgever slechts één studie inzake weerslagen laten verrichten.

Die studie omvat alle gegevens vereist voor elke weerslag betreffende de ingediende aanvragen om vergunning.

Art. 40. Zodra het verslag inzake weerslagen is opgemaakt, stuurt de krachtens artikel 38 van dit besluit aangewezen autoriteit aan de andere bevoegde autoriteiten, naast het verslag inzake weerslagen zelf, een exemplaar van het in artikel 16 van het decreet bedoelde dossier.

HOOFDSTUK IX. — *Bekendmaking van de beslissing tot toekenning of weigering van vergunning*

Art. 41. Wanneer een ontwerp betreffende een studie inzake weerslagen werd opgemaakt, maakt de bevoegde autoriteit, binnen vijf dagen na bekendmaking van de beslissing tot toekenning of weigering van vergunning, een afschrift van de beslissing over aan het gemeentebestuur van de plaats waarop het ontwerp moet uitgevoerd worden. Indien meerdere gemeentebesturen bij die beslissing betrokken zijn, ontvangt ieder gemeentebestuur een afschrift van die beslissing.

Binnen vijftien dagen na bekendmaking van de beslissing tot toekenning of weigering van vergunning en tijdens een duur van dertig dagen, worden berichten, die met het model van bijlage 3 van dit besluit overeenstemmen, door het gemeentebestuur aangeplakt op de plaatsen en in de vormen voorzien in artikel 28, § 1, eerste en tweede lid, van dit besluit.

**HOOFDSTUK X. — Opschorting van de termijnen
en van de procedures inzake bekendmaking voorzien door andere reglementaire bepalingen**

Art. 42. Onverminderd de artikelen 19 en 20 van het decreet worden de wettelijke en reglementaire termijnen, opgelegd door andere wetten, decreten of besluiten voor de toekenning van vergunningen alsmede de uitvoering van de bepalingen betreffende het openbaar onderzoek en de bijzondere maatregelen inzake bekendmaking van andere wetten, decreten en besluiten, opgeschort door de ontvangst van de uiteenzetting ter voorafgaande waardering en dit tot het verstrijken van de door dit besluit voorziene procedure.

HOOFDSTUK XI. — Slotbepalingen

Art. 43. Dit besluit treedt in werking op 24 januari 1988.

Art. 44. De Ministers van het Waalse Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 december 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Ruimtelijke Ordening, het Landleven en het Water,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME

Bijlage 1

**STUDIE INZAKE WAARDERING VAN DE WEERSLAGEN OP HET LEEFMILIEU
RAADPLEGING VAN HET PUBLIEK**

Openbare bekendmaking

Het gemeentebestuur van (stad/gemeente) brengt hierbij ter kennis van de bevolking dat de (publiekrechtelijke persoon) een aanvraag om op de volgende plaats : alsmede de door het decreet van voorziene korte uiteenzetting ter voorafgaande waardering van de weerslagen op het leefmilieu heeft ingediend.

Die aanvraag moet nog het voorwerp zijn van een studie inzake waardering van de weerslagen op het leefmilieu.

Ten einde die studie met de wensen van de bevolking rekening te doen houden, worden alle burgers verzocht :

- 1° van het dossier van de aanvraag, met inbegrip van korte uiteenzetting tot waardering op het volgend adres : kennis te nemen; tijdens de volgende uren :
- 2° de door het gemeentebestuur georganiseerde informatievergaderingen bij te wonen, op het volgend adres : op de volgende dagen en tijdens de volgende uren :
- 3° hun alternatieve voorstellen voor het ontwerp van de aanvrager schriftelijk vóór te in te dienen.

De burgemeester.

De gemeentesecretaris.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het Leefmilieu in het Waalse Gewest.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Ruimtelijke Ordening, het Landleven en het Water,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME

Bijlage 2

STUDIE INZAKE WAARDERING VAN DE WEERSLAGEN OP HET LEEFMILIEU
RAADPLEGING VAN HET PUBLIEK

Openbare bekendmaking

(De bevoegde autoriteit) brengt ter kennis van de bevolking dat de heer
die een aanvraag tot op de volgende plaats heeft ingediend,
de door het decreet van opgelegde studie inzake de weerslagen op het leefmilieu
ter inzage heeft gelegd.

De bevolking wordt verzocht :

1° van het aan openbaar onderzoek onderworpen dossier, op het volgende adres
en tijdens de volgende uren kennis te nemen;

2° opmerkingen en bezwaren, vóór schriftelijk bij in te dienen.

Indien het aantal personen die opmerkingen en bezwaren indienen, gelijk aan of groter is dan 25, zal een
overlegvergadering worden bijeengeroepen.

De in vorige alinea vermelde personen zullen daarvan in voorkomend geval, op de hoogte worden gebracht.

(De bevoegde autoriteit.)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve houdende uitvoering van het decreet van
11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het Leefmilieu en het Waalse Gewest.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Ruimtelijke Ordening, het Landleven en het Water,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,
D. DUCARME

Bijlage 3

STUDIE INZAKE WAARDERING VAN DE WEERSLAGEN OP HET LEEFMILIEU
GEDANE UITSPRAAK

Openbare bekendmaking

(De bevoegde autoriteit) brengt ter kennis van de bevolking dat de door de heer
aangevraagde vergunning tot op de volgende plaats werd (verleend/geweigerd).

De gedane uitspraak kan door de bevolking op het volgend adres
tijdens de volgende uren worden geraadpleegd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve houdende uitvoering van het decreet van
11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het Leefmilieu in het Waalse Gewest.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Ruimtelijke Ordening, het Landleven en het Water,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,
D. DUCARME